

---

## L'Institut de la Vie et l'Agriculture urbaine

### **1. Des lignes de force**

Dans ce bref rapport, nous voudrions rassembler (pour en évaluer les lignes de force) les principales actions de l'Institut de la Vie dans le domaine de l'Agriculture urbaine.

Si l'on tâche d'y retrouver les principaux éléments d'inspiration, on y décèlera sans peine l'objet initial de l'Institut de la Vie à sa création en 1965 : « mettre la science au service de la société ».

Il y a 40 ans, on parlait d'une science « en majesté » vulgarisant ses découvertes, ses apports. Nous considérons plutôt, pour notre part, une science et un savoir que s'approprient les gens ; la science est citoyenne et responsable, actrice de poids au niveau des enjeux (du quartier, du monde). Mais le risque est de céder à l'« occidentalisation » du monde (S. Latouche). Et la science occidentale en est le « héraut » plein de magnificence, ... Nous nions au contraire qu'il n'y ait de science (et de richesse) qu'occidentales.

### **2. Une expérience de travail interdisciplinaire au Maroc et en Belgique**

Dans ce tournant (d'une science des experts vers une science et une parole des gens), on peut décèler l'importance d'un travail entrepris en 1988-2001, initié et coordonné par l'Institut de la Vie et le CECODEL de l'ULg, dirigé à partir de la 2<sup>ème</sup> année par le Professeur J-M. Godeau (ULg).

Commandé par le CIUF (Conseil Interuniversitaire des Universités Francophones de Belgique), il s'agissait d'aborder de manière interdisciplinaire le problème de la gestion des ressources naturelles. Des chercheurs, appartenant à différentes universités, relevant de plusieurs disciplines (agronomie, socio-économie, géologie, hydrologie, médecine vétérinaire, sociologie, ...), travaillant en Belgique et sur le terrain (les vallées du Draa et du Ziz au Maroc), rédigeaient de manière collective « un cadre méthodologique interdisciplinaire » conçu comme un outil d'analyse intégrée de la gestion des ressources naturelles par les acteurs locaux.

L'apport essentiel réside dans l'expérience (difficile) de travail en équipe interdisciplinaire sur le terrain, au milieu des gens. Il permet notamment de dégager des indicateurs synthétiques pertinents pour l'analyse d'une ressource naturelle, l'eau, dans une vallée marocaine en l'occurrence.

Ces indicateurs synthétiques étaient préparés au départ de grilles d'analyse disciplinaires et interdisciplinaires évaluant une ressource d'un quadruple point de vue : disponibilité, accès et contrôle, efficacité, qualité (comme ressource, comme participant à la qualité de vie).

Ces grilles d'analyse ont été, en partie, utilisées dans l'enquête de Butembo sur l'AU (vide infra).

### **3. Un séminaire à Kigali sur « les déchets comme matière première »**

En 1997, l'Institut de la Vie organisait un séminaire à Kigali(Rwanda) sur le thème « Les déchets comme matière première ». En ressortaient principalement deux idées :

- les déchets peuvent être gérés *localement*, dans une perspective de conscientisation et de travail communautaires ;
- les déchets sont une *matière première* notamment en matière d'agriculture par le compostage, l'utilisation rationnelle des eaux usées.

A l'inverse, le modèle de la Banque mondiale nous apparaissait à l'époque intensif en matériel et en capital. Les déchets (pourtant bien riches en eau) étaient transportés au sommet d'une unique décharge, extrêmement polluée et polluante, plus tard désignée sous le nom de « géhenne ». Une micro-société de jeunes (de 6 à 18 ans), évoluant selon ses règles propres (rites d'intronisation, partage des tâches, ...) s'y était constituée dans un climat dantesque. L'Institut de la Vie y contribua au développement d'un projet d'ONG (Solidarité socialiste) : formation de femmes au compostage, au maraîchage,...

### **4. Une enquête sur l'AU à Butembo (RDC) et ses suites**

De 1999 à 2002, deux membres de l'Institut de la Vie font plusieurs séjours à Butembo, une ville de 400 000, bientôt 450 000 habitants (40 000 en 1960). La ville est située sous l'Equateur, au N-E. du Congo. La campagne qui l'entoure était l'objet à un moment ou à un autre de combats violents impliquant de nombreux acteurs : l'Ouganda comme puissance occupante, miliciens et politiciens locaux combattant sous diverses bannières, Mai-Mai, résistants de l'ombre mais divisés en bandes rivales, ... Le sous-sol du Kivu est en effet riche de potentialités minières.

La ville avait subi de multiples occupations et avait gardé le souvenir des journées où les gens étaient confinés chez eux. Les jardins de parcelle (il n'y a pas de réserve alimentaire dans les ménages impécunieux) avaient permis de faire face aux besoins les plus pressants.

L'agriculture urbaine était donc une question de survie avant de devenir, suite à un large processus de réflexion et d'enquête, un problème de vie. L'agriculture urbaine, une réalité de tous les jours, mais aussi un problème, des problèmes nombreux qui devaient solliciter la réflexion de nombreuses ONGs locales. Considérer les problèmes *du point de vue des gens*, cerner leurs attentes ..., tel devenait l'objet d'une vaste enquête en 2001.

La mise au point d'un vaste (trop vaste!) questionnaire fut le travail de quelque vingt réunions conduites au sein de 3 groupes d'une dizaine de personnes chaque fois : « ressources végétales ; ressources animales ; déchets, eau, assainissement ». Un quatrième groupe « interdisciplinarité » issu de l'université locale (UCG) à la suite d'une série de séminaires tenus par l'Institut de la Vie l'année précédente (« développement durable) devait s'y ajouter. Un séminaire (décembre 2000) qui regroupait aussi des participants de Kisangani et de Bukavu mettait au point les questions, la méthodologie. Les questions s'adressaient au vécu des gens, d'où l'intitulé du rapport : « Munabukire Butembo ? » « Comment cela va-t-il à Butembo ? » (160 pages, édité par A. Malu-Malu et M. Ansay, UCG et I. Vie, 2001). L'accès à l'eau et sa qualité, les outils (leur qualité, leur acquisition), l'accès à la terre et le régime foncier, l'accès aux animaux, la répartition des tâches (femme, homme, enfants,...),

les semences et les intrants, l'assistance technique et les besoins de formation, la gestion des déchets (et notamment quelle connaissance en ont les gens ?), ...tels étaient les thèmes abordés par ce questionnaire.

D'autres questionnaires annexes regroupés dans le chapitre interdisciplinarité (impliquant principalement les chercheurs de l'université) se proposaient d'analyser la contribution des institutions privées et le rôle de l'administration publique, le point de vue de la femme, la santé des gens.

L'enquête fut conduite début 2001 selon une méthode mise au point avec l'université locale. Une partie du budget fut réservée à des chercheurs de l'université. Leur tâche était d'étudier de manière approfondie quelques problèmes (identifiés par eux avec la collaboration de leurs responsables académiques) pertinents par rapport à l'AU. Quelque douze travaux au total : évaluation de l'érosion au niveau local ; possibilités de valorisation de la biomasse produite localement (notamment par l'abattoir, ...). Si certains travaux manquent parfois de la rigueur « de circonstance », on est, à leur lecture, souvent ému par l'extrême volonté déployée, volonté mal relayée par des moyens (matériels, ...) gravement insuffisants. Portant sur plus d'un millier de ménages, les résultats de l'enquête ne sont pas publiés.

Un séminaire se réunit en mai 2001 sous la direction du Prof. J-M. Godeau et en présence de représentants belges (ONGs, experts universitaires) La délégation belge comprenait outre le Prof. J-M. Godeau (ULg et ACDST), Mesdames S. Demeester (Solidarité socialiste), S. Van Crugthen (ADG), Messieurs M. Etienne (Sociologie), D. Kalombo Kamutanda (Géographie et Climatologie), R. Loozen (Codeart), V. Hallet (hydrogéologie, FUNDP), M. Ansay (I. Vie). Pour évaluer les principaux résultats de l'enquête et tout au long d'une semaine, de nombreux arbres à problèmes et à solutions furent patiemment construits et cinq thématiques principales correspondant aux problèmes perçus comme les plus prégnants furent identifiées : formation ; gestion rationnelle des déchets ; disponibilité des intrants ; disponibilité, accès, qualité de l'eau ; développement artisanal. Cinq thématiques qui devaient entraîner autant de programmes d'action. Mais qui risquaient de se développer parallèlement ? En fait, l'assemblée décida de regrouper toutes ces actions selon un axe privilégié : la formation dans chacun des quatre autres thèmes identifiés.

A la demande de l'ACDST et du Professeur J-M. Godeau, l'Institut de la Vie mena une autre mission à Butembo en février 2002. On y jeta les bases d'un projet intitulé « Initiatives citoyennes en AU ». Une assemblée générale fut réunie : elle adopta un règlement d'ordre intérieur définissant les règles de fonctionnement et de coopération d'un CAUB (Consortium d'AU à Butembo) ainsi créé. L'assemblée devait entendre les candidats à un poste d'animateur dans chacune des quatre sections : ils furent ensuite élus au scrutin secret. Là s'arrête la collaboration directe de l'Institut de la Vie avec le CAUB, désormais géré par l'ACDST (et en partie Solidarité Socialiste) sous l'autorité du Professeur J-M. Godeau, membre lui aussi de l'Institut de la Vie avec la collaboration du Professeur V. Hallet (FUNDP) et de CODEART.

Quelques enseignements

1. *L'enquête*. Elle fut longuement préparée à partir des questions que se posaient les représentants d'une douzaine d'ONGs locales. Elle était de plus en cheville avec le travail interdisciplinaire conduit au Maroc et en Belgique. Trop détaillée sans doute, elle conduisit à des résultats chiffrés assez limités. Mais elle fut l'occasion d'une prise

de conscience aussi bien du public que des enquêteurs eux-mêmes. Ces derniers ( trop nombreux sans doute) étaient en revanche, prêts à se livrer à l'exercice difficile des arbres à problèmes et à solutions, à établir leurs priorités, la première étant la demande de formations, formations en renfort de quatre « initiatives citadines ».

2. *Les initiatives citadines.* Les (re)groupements d'associations se sont réalisées autour d'une démarche de formation dynamisante : les initiatives urbaines. Formation par l'expérience, autour d'expériences choisies et menées par « en bas ». Volonté de trouver des synergies, par exemple entre le groupe déchets et le groupe intrants agricoles en ce qui concerne la production et la fourniture de compost.
3. *L'Université.* Impliquée dès 1999 par des séminaires interdisciplinaires sous l'égide de l'Institut de la Vie, elle hébergea en 2000 une vingtaine de réunions de groupes penchés sur la mise au point des questions. Ses chercheurs furent aussi, on l'a vu, partie prenante dans l'élaboration d'une série de sous-thèmes, dans le dénouement de certaines contraintes en matière de statistiques d'enquête, dans la conduite de certains travaux menés en renfort ou pertinents pour l'enquête.

Cependant, à partir de 2001, les associations manifestèrent le désir de mener leur propre chemin, de définir leurs objectifs (en termes d' « initiatives urbaines » dans quatre domaines). Le ROI de l'AG subordonne l'apport des experts de l'université à la demande des associations. Celles-ci requièrent, selon leurs besoins, les conseils, produits, ... des services universitaires.

### **5. Un séminaire à Ath, Bruxelles et Lille (23-26 septembre 2002)**

Agriculture rebelle, échappant aux statistiques, agriculture des interstices, ... Une large réflexion sur l'AU (IRDC du Canada, RUAF de Hollande) amène à considérer l'AU comme une composante normale de la vie en ville, porteuse de dynamismes et d'initiatives dans de nombreux domaines, débordant celui de la sécurité alimentaire, *sensu stricto* : valorisation des déchets (considérés désormais comme matière première), assainissement (de l'eau en particulier), développement d'un artisanat local, développement d'un emploi, d'un petit revenu familial, ... dialogue citoyen en matière d'accès à la terre, ...

C'est dans ce cadre très large que fut réuni à Ath et à Bruxelles en septembre 2002 un séminaire Nord-Sud intitulé « Villes du Nord et villes du Sud à la rencontre de l'AU » Quelque 20 représentants d'Afrique Centrale étaient présents. Ils partagèrent leurs expériences et visitèrent quelques réalisations belges (Strepy-Braquegnies) et françaises (Lille-Béthune). Au cours de 5 journées passées en bain d'immersion totale, un projet de charte N-S. des jardins urbains fut rédigé collectivement, mis en texte cependant par « Habitat et Participation ».

### **6. Dans le sillage de l'Assemblée mondiale des Citoyens (Lille, déc. 2001) et du séminaire de Ath-Bruxelles (sept. 2002), un réseau sur l'AU**

En décembre 2001 eut lieu à Lille l'Assemblée mondiale des Citoyens, construite sur les bases solides d'un travail de longue haleine par la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH). Elle engrangeait de nombreux résultats, selon une méthodologie concertée mais on peut dire en résumant :

- une Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire s'est nouée. Alliance pour tenter de surmonter les crises majeures d'aujourd'hui : le fossé entre le Nord et le Sud, les pauvres et les riches, les hommes et les femmes, entre la nature et l'humanité.

- Elle étudie et enrichit une trentaine de cahiers de propositions, fruits eux-mêmes d'un long travail de mobilisation des intelligences collectives.
- Elle propose une Charte des responsabilités humaines, charte de l'Alliance, au-delà des Droits de l'Homme, au-delà de la Charte des Nations-Unies. Nous sommes individuellement et collectivement responsables d'un morceau de terre (partagée équitablement ou non), d'un type de relations (pacifiques ou non), d'une part d'avenir (durable ou non).

L'Alliance fut partie prenante de l'organisation du séminaire de Ath et Bruxelles( 2002). Elle est un moteur dans l'organisation d'un réseau « Afrique Centrale » sur l'AU.

Suite au séminaire d'Ath-Bruxelles, de nombreuses villes d'Afrique Centrale se penchent sur le thème « construire la ville avec l'agriculture urbaine ». Avec des méthodologies diverses (réunions d'acteurs divers impliqués dans l'AU ; réunions plus thématiques ; réalisation d'un film ; amplification de la charte, ...).

Ce réseau maintient , dans la difficile conjoncture que représente l'Afrique Centrale, des liens entre des opérateurs urbains. La réflexion sur les potentialités de l'AU s'élargit. Elle perd, on l'a déjà écrit, son caractère d' « exception » à la règle agricole, elle devient « l'agriculture-tierce » des villes appauvries par l'exode rural (privées en quelque sorte de leurs richesses intérieures), des villes en état de choc clinique, « perfusées » par les nourritures issues de l'agriculture globale.

## **7. Un surgeon inattendu : les jardins scolaires : rendre l'école à l'Afrique**

*" Pour l'Afrique qui est la plus atteinte par toutes les formes d'exclusion du savoir, l'éducation pour tous, c'est aussi rendre l'école à l'Afrique... "*

*" Ainsi conçue, l'éducation peut devenir ou redevenir une auto-éducation par auto-mobilisation des énergies, en particulier dans le cadre d'un village ou d'un groupe de villages, d'un quartier ou d'un groupe de quartiers dans les villes "*.

J. Ki-Zerbo *in* Eduquer ou périr, 1990.

En 2000, à Butembo, lors des réunions préparatoires au séminaire de décembre (« Munabukire Butembo ? »), deux jeunes agronomes conçoivent un projet de « jardins scolaires ». Un problème préoccupe les parents du primaire : « comment rassembler les 5 dollars mensuels pour payer le minerval permettant l'inscription scolaire, les professeurs n'étant plus payés par un Etat totalement absent ? »

Mais le projet devait bien vite dépasser ses ambitions initiales, purement alimentaires, pourrait-on dire.

Au départ, le mobile était surtout la contribution des enfants aux frais de scolarité (le minerval) que les parents peinent à réunir. Jardins mais aussi mini-élevages. Projets qui se sont affinés (bien au-delà de l'arithmétique : un lapin = 10 lapins ; 10 lapins = 100 lapins) pour devenir un « je suis responsable ... de mon jardin et de mon lapin ». La thématique se diversifie et le jardin devient arithmétique, géométrie, économie, écologie, ... Il est un moyen de dialogue entre les générations ... un petit « plus » financier ... La barrière des genres s'estompe : « les garçons, aussi ». Enfin, le jardin peut être considéré comme un support à la didactique, comme un moyen pédagogique, dans les écoles totalement dépourvues.

En janvier de cette année 2003, grâce à un subside du CNCD, un séminaire s'est tenu à Butembo, réunissant les membres de la communauté «éducative». Des engagements ont été

pris. Une sorte de charte des jardins scolaires a été élaborée : « enfant naturel » si l'on peut dire de la charte de l'AU d'Ath-Bruxelles .

De semblables initiatives se prennent dans d'autres villes de l'Est africain francophone. *Ne faudrait-il pas organiser un séminaire (à Bukavu) pour en confronter les expériences, en enrichir la problématique, en lire la trajectoire dans une histoire déjà longue, en situant l'apport dans la visée d'éducateurs africains tels que J. Ki-Zerbo : rendre à l'Afrique son école.*

Confronter les expériences ? Les jardins scolaires, des outils pédagogiques ? Des outils au service du dialogue entre générations ? Expériences de parents, d'enseignants, ... Mettre au jour et activer les dynamismes locaux. En particulier en Afrique.

Confronter les expériences ? En Belgique et en Europe aussi : par exemple en Flandre les « groene scholen », le réseau AMINAL, les écoles vertes au Québec ( Le Soir, Victor, 9 mai, 2003). Une étude sur Internet des expériences de jardins scolaires de par le monde est réalisée par l'I. Vie ( SD).

Enrichir la problématique ? Enfants soldats (Kadogos), jardins scolaires et problèmes généraux d'AU : semences, houes, information technique, ... Point de vue des autorités locales, ...

Jardins scolaires et histoire de la pédagogie ? Le professeur G. Defour (Dr en pédagogie, ancien directeur de l'ISDR à Bukavu) écrivait récemment (19-04-03) : en 1947-1957, « toutes les écoles du Kivu avaient leur potager expérimental, conçu très techniquement et généralement très bien entretenu » Il avait composé et édité 32 manuels scolaires, dont certains sont encore demandés actuellement, organisé un atelier de production de matériel didactique (cartes géographiques, instruments de mesure, petit matériel pour l'entretien des cultures, etc. ...).

En attendant la tenue de ce séminaire, l'équipe de Butembo s'attelle à la rédaction d'un livret et d'un manuel.

Le livret se veut un outil d'animation et de sensibilisation Il est composé de trois parties :

- le jardin scolaire comme matériel didactique concret
- le jardin scolaire comme moyen d'intégration de l'écolier dans son milieu
- le jardin scolaire comme source de savoirs techniques et de revenus.

Le manuel , quant à lui, répondra sur le terrain aux questions plus techniques.

## **8. L'AU dans le Nord aussi**

Dans le Nord aussi, la vertu des jardins se redécouvre. Pour rencontrer quelle demande ? En matière de sécurité ou de qualité alimentaire, de lien social à trouver / à retrouver, de responsabilité écologique au sens le plus large, de santé, d'éducation à l'environnement, d'aménagement urbain, de conservation de la biodiversité, de dialogue et de participation des habitants ? Tout cela ? A toutes ces demandes correspond une diversité considérable d'actions, projets, ...

Dans leur fragilité, les jardins sont une, des réponses (inconscientes ?), une résistance à la réification du monde : non le monde est plus que ce que peuvent en dire les lois de la physico-chimie et de l'économie.

A l'Institut de la Vie, nous privilégions entre autres, le thème des jardins dans leur rapport avec la santé. Mais qu'est-ce que la santé ? Un bien-être social *aussi*, dans la définition de l'OMS, une responsabilité de la communauté, une manière d'être bien dans un environnement

sain ? Santé et développement durable ont d'évidentes connexités : ils sont l'un et l'autre liés à la gestion d'un patrimoine personnel ou générationnel.

Les jardins sont cela : contribution à la santé physique, mentale, sociale ; plus petite unité de responsabilité écologique aussi, petit morceau de terre auquel j'ai droit, ... A cette santé-là, à cette responsabilité, les jardins apportent une contribution difficile à évaluer en termes monétaires. « Il faut apprendre à compter autrement à compter autrement », nous dit Patrick Viveret.

Notons pour finir, le groupement « femmes » animé par Fanny Gashugi, Michal Salomon et Oumnya Salhy de l'Institut de la Vie. Ce sont essentiellement des femmes d'origine turque ou maghrébine . En groupe, elles expérimentent le pouvoir de leur parole, font des projets dont celui d'un jardin à Cureghem, un faubourg d'Anderlecht, Bruxelles

## 9. Lignes de force

Au cours de ces 6 années (1997-2003), l'Institut de la Vie poursuit, croyons-nous, une démarche originale dont nous pouvons retracer les principales étapes.

1. En 1997, le colloque de Kigali nous amenait à réfléchir, dans le cas d'une ville précise, avec la participation des autorités municipales, au problème des déchets. Nos biens sont-ils destinés à un « aller simple » (G. Bertolini) vers les décharges urbaines ? La ville n'est-elle qu'un immense avaloir de biens venus d'ailleurs ? L'agriculture, notamment, ne peut-elle restituer aux jardins urbains ou à la campagne une part de la matière organique qu'elle y a reçu ?
2. Des séjours en Afrique Centrale (plus de 6 mois de 1999 à 2002), en particulier à Butembo (N-E du Congo) nous ont fait découvrir avec la population la réalité de l'agriculture urbaine, son déploiement comme opérateur socio-économique dans les domaines de la nutrition, de la santé, de l'écologie, ... voire de l'éducation.
3. Les résultats d'une vaste enquête, longuement préparée par des associations locales, sur la base d'un questionnaire touchant à la vie des gens, n'ont sans doute pas été exploités suffisamment vu l'ampleur des données. Cependant, aux yeux de la population, l'AU devenait un problème et un espoir. Les enquêteurs et les associations locales pouvaient au long d'une semaine se réunir, construire des arbres à problèmes et à solutions, hiérarchiser leurs priorités (la première étant la demande de formation), se structurer en 4 pôles d' « initiatives citoyennes », définir leurs objectifs et leurs besoins notamment en matière d'expertise universitaire désormais mise au service (non plus moteur) des capacités paysannes (A. Sen).
4. Un séminaire à Ath-Bruxelles (et à Lille) en septembre 2002 fut l'occasion d'une réflexion partagée et d'un échange d'expériences sur l'AU en Belgique et en Afrique (avec la présence de 20 partenaires venus de 8 villes d'Afrique Centrale). Une charte Nord-Sud de l'Agriculture urbaine y fut rédigée. Elle sera progressivement appropriée par les représentants des villes d'Afrique Centrale, réunis en un réseau « AU » d'Afrique Centrale. Une lettre trimestrielle (4 numéros jusqu'ici) servira de lien. Chaque ville s'investit dans une réflexion sur le thème « construire la ville avec l'agriculture ». Cette réflexion sera une contribution à l'Alliance mondiale pour un monde responsable, pluriel et solidaire de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme.

5. Un surgeon inattendu du travail sur l'AU fut le fait des jardins scolaires, mis sur pied suite au séminaire de décembre 2000. Ils sont, dans cette partie d'Afrique aux écoles dévastées, comme une bouffée d'air : contribution au minerval, support pédagogique dans les matières de calcul, géométrie, économie, écologie, ... Une école qui « apprend à faire » comme le demande le grand historien de l'Afrique Noire Joseph Ki-Zerbo. Nous avons appelé cette initiative « rendre à l'Afrique son école ». A Butembo, un séminaire local (en janvier 2003) a rédigé une charte des jardins scolaires ; l'Institut de la Vie rassemble les expériences de jardins scolaires de par le monde; un séminaire régional est envisagé, fin de cette année 2003 à Bukavu.
6. Une réflexion s'engage sur les jardins en Wallonie. Notamment, quel encadrement législatif ? Mais aussi quel apport à la santé ? Santé physique, santé mentale et sociale selon la définition de l'OMS, santé communautaire, santé écosystémique ? Jardins du lien. « Le lien plus précieux que le bien », écrit P. Viveret.

## 9. Conclusions

L'agriculture urbaine, plus que la réunion de deux concepts apparemment opposés ( un oxymore). Mais aussi

- Une manière renouvelée pour l'homme de la ville de se relier avec la terre, les plantes, les animaux, ..de créer de la beauté ( friches urbaines, friches industrielles,..).
- Une manière renouvelée de se relier par la terre, les plantes, les animaux,... avec ses voisins, avec sa communauté de quartier, de commune,..
- Une manière renouvelée de parvenir à la sécurité alimentaire familiale au Sud mais aussi au Nord,..de repenser les rapports producteurs-consommateurs.
- Une manière renouvelée de parvenir à la sécurité alimentaire urbaine, comme agriculture « tierce » entre les productions des campagnes ( agricultures rurales souvent ravagées) et l'agriculture « globale » dont les importations ont des effets délétères aussi bien sur l'environnement que sur les paysanneries de l'intérieur.
- Une manière renouvelée d'apprendre nos responsabilités envers la terre, les plantes, les animaux,..à l'école, à la maison (« je suis responsable de mon lapin, de ma plante,... »).
- Une manière renouvelée de regarder nos déchets, non plus comme le terme ultime d'un métabolisme mais comme une matière première, génératrice à son tour de nourriture,..

M. Ansay  
Administrateur délégué de l'I. Vie  
Spécialité : pharmacologie et toxicologie vétérinaires  
Membre de l'Académie Royale de Médecine de Belgique

S. Deutsch  
Secrétaire générale de l'I. Vie  
Spécialité : sciences de la terre et  
environnement